



COMITE TECHNIQUE LOCAL - 12 JANVIER 2012

73 NOUVELLES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

CE N'EST PLUS TENABLE !!!

Ce jeudi 12 janvier, la Direction convoque les nouveaux élus en CTL pour décliner site par site le « plan emploi 2012 » (comprendre le plan de suppressions d'emplois). Pour rappel, à la suite du Comité Technique de Réseau (CTR) du 6 décembre dernier, le total cumulé du plan de suppressions d'emplois et du plan de qualification se traduit pour le département par la suppression de 80 emplois de catégorie C, les créations de 2 emplois B, 3 emplois A (Inspecteurs) et 2 A + (Inspecteurs Divisionnaires) dont vous trouverez la déclinaison au verso. Ces nouvelles suppressions d'emplois portent à 309 les emplois supprimés dans le département depuis la création de la DDFiP en 2009.

Une nouvelle fois, c'est la catégorie C qui trinque avec 80 emplois supprimés, catégorie déjà fortement touchée par une smicardisation du salaire, par une évolution de carrière parasitée (accès discrétionnaire au 8ème échelon d'AAP1). A croire que cette catégorie n'a plus d'avenir aux yeux de notre Direction.

Contribution proportionnelle, gains de productivité (fléchés et diffus), correctifs (métiers, environnements), ajustement de soutenabilité, tels sont les éléments du nouveau jargon accompagnant la mise en place du nouvel outil de calcul des emplois MAGERFIP (substitut de l'outil d'efficacité et de l'Outil Répartition Emplois).

Du chronométrage à la sauce « fast-food » des prétendues économies de travail réalisées grâce à Télé IR (évaluée à 6 minutes) en passant par les réformes législatives (relèvement du seuil d'imposition pour l'ISF), par l'accentuation de la dématérialisation comme solution à tout, ou encore la capacité d'absorption des suppressions par les directions, tout est passé en revue pour établir les arbitrages dans l'attribution des emplois.

Tous les services de proximité sont une nouvelle fois touchés (SIP, SIE, Trésoreries Municipales...) ce qui au-

gure mal les échéances qui nous attendent (campagne IR, révision foncière, nouvelle offre de services aux collectivités...). Mais cette année, au-delà du sacro-saint non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (66% pour la DGFIP) les suppressions d'emplois répondent clairement à un choix politique au détriment de la satisfaction des besoins sociaux. **En échange de l'abandon du bouclier fiscal, le gouvernement, en réformant l'ISF, a choisi d'en exonérer un certain nombre de contribuables. Ce qui a pour conséquence directe la suppression de 25% des emplois dans les services de Fiscalité Immobilière.**

Face à cette véritable casse de nos missions et de ses conséquences directes sur nos conditions de vie au travail, **la CGT Finances Publiques a fait la proposition à toutes les organisations syndicales d'organiser la riposte. Cela se traduira par un appel à la grève le 2 février prochain.** A l'occasion du CTL, la section CGT Finances Publiques 92 invite les agents à faire remonter leurs revendications. Elle portera leur rejet de ce plan et leur exigence d'arrêt des suppressions d'emplois et de créations d'emplois à la hauteur des besoins.

Le CT local aura également à son ordre du jour les modifications fonctionnelles à la Recette des Finances d'Antony, la fusion des deux FI de Saint-Cloud, des deux IFU du SIE de Colombes, le transfert de la 4ème BDV à Sèvres, celui de la brigade de contrôle FI à Issy-les-Moulineaux.

Par un cynisme complet, à la demande de la Direction Générale dans son rôle de pompier pyromane, l'ordre du jour sera complété par une information sur les conditions de vie au travail !

Si les conditions de vie au travail ne se résument pas à la question de l'emploi, prétendre répondre aux difficultés des agents en la matière en continuant à tailler dans l'emploi à la DGFIP, ce n'est pas seulement un leurre c'est une provocation !

**Partout, organisons-nous pour la satisfaction de nos revendications.
Contactez la section.
Rejoignez la CGT Finances Publiques.**

CGT Finances Publiques 92

Mél : cgt.ddfip92@dgfip.finances.gouv.fr

Site : www.financespubliques.cgt.fr/92/

PLAN EMPLOI 2012

SITE	FILIERE FISCALE				GESTION PUBLIQUE				VARIATION
	A +	A	B	C	A +	A	B	C	
RM ANTONY								-1	-1
SIP ASNIERES			-1	-1				-1	-3
SIP BOULOGNE NORD			-1	-1					-2
SIE BOULOGNE NORD			1	-2					-1
SIP BOULOGNE SUD			-1	-1		-1		-1	-4
SIE BOULOGNE SUD			1	-2					-1
PRS BOULOGNE						1			1
RM BOULOGNE						-1			-1
SIP CLICHY		-1						-1	-2
RM CLICHY								-2	-2
SIP COLOMBES			-1	-2				-1	-4
SIE COLOMBES			1	-2					-3
RM COLOMBES								-2	-2
SIP COURBEVOIE			-1	-1		-1		-1	-4
SIE COURBEVOIE				-1					-1
RM COURBEVOIE								-1	-1
SIP GENNEVILLIERS		1							1
RM GENNEVILLIERS								-2	-2
SIP ISSY LES Mx			-1	-2					-3
SIE ISSY LES Mx		1	3	-4					0
SIP LEVALLOIS			-1					-1	-2
SIE LEVALLOIS			1	-2					-1
TP OPH								-1	-1
RM MEUDON								-1	-1
SIP MONTRouGE				-1					-1
SIP NANTERRE VILLE		-1						-1	-2
SIE NANTERRE DEFENSE	-1								-1
PRS NANTERRE						2			2
SIP NANTERRE RUEIL	1		-1	-1					-1
SIE NANTERRE RUEIL			3	-4					-1
RM NANTERRE								-2	-2
PAIERIE								-2	-2
SIP NEUILLY	1			-1		-1		-1	-2
SIE NEUILLY	1		1	-2					0
RM NEUILLY						1		-1	0
RM PUTEAUX								-2	-2
SIP ST CLOUD			-1	-1					-2
RM ST CLOUD								-1	-1
SIP SCEAUX NORD				-1				-1	-2
SIE SCEAUX				-1					-1
SIP SCEAUX SUD			-1	-1					-2
SIP SEVRES			-1	-2				-1	-4
SIE SEVRES				-1					-1
SIP SURESNES			-1	-1		-1		-1	-4
SIE SURESNES			1	-2					-1
SIP VANVES	-1			-1					-2
HYPOTHEQUES				-1					-1
CDIF NANTERRE				-1					-1
DIRECTION		1		-5	1			-1	-4
EDR		1				2	2		5
TP AMENDES								-2	-2
TOTAL	1	2	0	-48	1	1	2	-32	-73